

LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA TURQUIE

Hâmit BATU

On parle couramment de la situation géopolitique de la Turquie, qui déterminerait les grandes lignes de sa politique extérieure. Il n'est pas douteux que la situation géographique de la Turquie, maîtresse des Détroits, l'a toujours rendue extrêmement vulnérable aux pressions qui s'exerceraient dans un sens ou dans l'autre en vue de modifier l'équilibre des forces en Méditerranée Orientale. La Turquie s'est toujours vue obligée de chercher sa sécurité et la sauvegarde de son intégrité territoriale dans un système d'alliances. Le reproche de "pactomanie", que certains Etats ont fait à la Turquie, quoique justifié dans une certaine mesure à une époque récente de son histoire, au cours de laquelle la Turquie s'engagea sans doute dans trop d'alliances, ne résiste pas à une analyse même superficielle de sa dangereuse position géographique.

Il s'agit là d'une donnée fondamentale de la politique extérieure turque, qui ne peut changer, tant que, pour employer l'expression anglaise, le "power politics", la politique de puissance, maintiendra ses pressions et son emprise sur les relations internationales. Nous reviendrons sur ce problème fondamental. Mais aujourd'hui, d'autres données, également importantes, conditionnent ou devraient conditionner la formulation de la politique étrangère turque. Le cataclysme de la Deuxième Guerre Mondiale a créé dans le domaine des relations internationales des problèmes totalement différents de ceux auxquels nous étions habitués, et les manuels de science politique, pas plus que ceux de droit international public, ne sont pas aujourd'hui des guides sûrs que pourraient consulter ceux qui sont chargés de la conduite des affaires. Les temps sont révolus où Staline pouvait demander

en plaisantant: "mais combien de divisions armées possède donc le Pape?" Un nouveau milieu international a pris forme, un nouveau climat international s'est créé. Dans le nouveau concert des nations qui comprend aujourd'hui presque tous les pays du globe, un état peut et doit se créer une influence, un prestige, donc des moyens d'actions, qui n'ont pas nécessairement de relation avec sa force économique et militaire, mais dépendent en grande partie de la situation politique et sociale qu'il occupe dans la communauté internationale, de la personnalité qu'il possède ou qu'il a su se créer, et qui se définit principalement par son attitude devant les principes et les problèmes qui agitent cette opinion mondiale en voie de formation.

Nous pensons que, de par sa géographie, de par sa structure sociale, -et nous revenons ici à la géopolitique comprise ici dans son acception la plus large-, de par son passé et de par son histoire, la Turquie occupe une place exceptionnelle dans le concert des nations, et que le succès de sa politique extérieure dépendra dans une très grande mesure de la conscience qu'elle prendra du rôle unique qui lui est dévolu dans ce monde nouveau, et de la réussite des efforts qu'elle entreprendra afin de pouvoir jouer, avec toutes ses exigences, ce rôle difficile.

* * *

Nous avons dit plus haut que la Turquie occupait une place exceptionnelle dans le monde nouveau qui se crée à notre époque. Si, pour commencer, nous examinons la place occupée aujourd'hui par la Turquie au sein du Conseil de l'Europe, nous pouvons dire que l'adhésion de la Turquie au Conseil peut, à première vue tout au moins, provoquer la surprise; non pas seulement parce que, "membre périphérique", la plus vaste partie de son territoire se trouve située en dehors des frontières de l'Europe géographique; mais aussi et surtout parce qu'elle est le seul membre du Conseil dont la population soit musulmane, et, alors que tous les autres états membres du Conseil se réclament d'une civilisation commune "européenne", la Turquie possède historiquement une culture dont les sources sont différentes. Son appartenance présente à l'Europe a, par conséquent, besoin d'être expliquée.

Sans doute, le rattachement de la Turquie à l'alliance occidentale, les nécessités politiques qui ont rapproché les pays de l'Europe occidentale et la Turquie dans les années qui suivirent

la Deuxième Guerre Mondiale, constitueraient déjà une explication suffisante de cette adhésion. Mais pour vraiment comprendre la signification de cette appartenance politique de la Turquie à l'Europe, il faut aller plus profond dans les causes et rechercher les raisons historiques et sociales qui ont permis cette participation de la Turquie à la construction européenne.

Atatürk a noté que la marche historique des Turcs s'est toujours dirigée de l'Orient à l'Occident. En sécularisant l'état et en imposant à la nation une mode de vie occidentale, Atatürk a réalisé pour la première fois dans l'histoire contemporaine l'adaptation d'une nation non européenne, restée économiquement arriérée parce qu'elle n'avait pas pu participer au progrès scientifique, aux réalités du monde moderne. Le Kémalisme, en dehors de toute considération idéologique et libre de tout complexe, constate que le monde moderne se crée à partir de l'étonnante technologie qu'a rendue possible la formation de l'esprit scientifique, et que toutes les nations du monde, pour pouvoir progresser, ou même survivre, seront obligés de maîtriser la science moderne, et par conséquent d'adapter leurs anciennes coutumes aux nouvelles exigences de la civilisation scientifiques. Cette conception du monde postule qu'une civilisation mondiale est en train de se créer, ayant historiquement sa source dans l'esprit scientifique tel qu'il s'est développé en Europe Occidentale à partir de la Renaissance.

L'adhésion à l'Europe est donc pour les Turcs la réalisation d'une aspiration historique et la conséquence logique d'une révolution politique et sociale. Mais il ne s'agit pas là, de leur part, de la simple réalisation d'un désir. Cette adhésion s'inscrit dans les réalités de la géographie et la sociologie de l'actuelle Turquie. C'est sans doute un fait remarquable que cette nation, dont les anciennes traditions culturelles sont différentes de celles des autres pays de l'Europe, ait pu, au cours de quelques décades, s'intégrer culturellement dans une très large mesure à l'Europe, au point de pouvoir offrir à ses partenaires européens dans presque tous les domaines de la culture occidentale, des artistes de talent; des peintres, des sculpteurs, des compositeurs, des virtuoses, qui se sont assimilés non pas sous l'effet d'une contrainte -la chose serait d'ailleurs impossible- mais de par l'effet d'une vocation réelle, les modes d'expression de la culture moderne. Un tel phénomène ne s'est pas reproduit ailleurs, dans tous les

cas nulle part avec cette ampleur. Et ce fait historique est important, si l'on pense, comme nous le croyons, qu'à l'époque contemporaine, une civilisation mondiale est en voie d'élaboration, qui a sa source historique en Europe Occidentale. Nous pensons que, suivant son génie propre, chaque nation pourra apporter sa contribution originale à cette nouvelle civilisation mondiale.

Dans ce contexte historique et social, l'appartenance politique de la Turquie à l'Europe revêt une signification particulière. Cette appartenance est importante pour la Turquie, mais elle l'est également pour l'Europe. Car la Turquie constitue le maillon qui rattache, culturellement et politiquement, l'Europe aux peuples de l'Asie. Il se produit en Turquie une assimilation de concepts occidentaux, une synthèse de conceptions occidentales et d'anciennes traditions, qui constituent une expérience très particulière. L'Europe est intéressée au succès de cette alchimie, car sa propre culture est ici soumise à l'épreuve du choc de traditions différentes, et le résultat de cette expérience ne peut la laisser indifférente. "L'expérience turque" est encore plus remarquable aux yeux des nations de l'Orient, car elle apporte une moisson d'enseignement dont elles peuvent profiter.

C'est dans ce sens que l'adhésion politique de la Turquie constitue un fait historique important pour l'Europe. La Turquie peut et doit former, à longue échéance, le trait d'union rattachant l'Europe aux peuples du Moyen-Orient et d'une façon plus générale, au Tiers Monde. Il ne s'agit pas là d'une vue abstraite, puisque, comme nous l'avons noté plus haut, ce rattachement de la Turquie à l'Europe, a lieu effectivement. Il faut se rappeler que de tout temps, l'Asie Mineure, "l'Anatolie", a joué ce rôle important de lieu de rencontre des cultures orientales et occidentales. La succession des civilisations qui ont vu le jour en Anatolie, possédant toutes la marque originale et commune de constituer des synthèses d'influences culturelles venant d'Est et d'Ouest, est unique. Citons la civilisation hittite, si différente des prototypes mésopotamiens. La Phrygie, l'Ionie, ont largement influencé ou même puissamment contribué à l'élaboration de la civilisation grecque. Les Seldjouks d'Anatolie, ainsi que leurs successeurs, les Ottomans, ont introduit dans l'art musulman des styles nouveaux, qui se rattachent également aux conceptions esthétiques de l'Occident. Que la Turquie moderne, qui occupe aujourd'hui cette même Asie Mineure, joue un rôle identique

de nos jours, rien d'étonnant à cela. Si dans un avenir pas trop lointain l'Europe pensait à prolonger en dehors de ses frontières, certaines de ses multiples activités d'unification et de collaboration, "l'expérience turque" servirait de modèle, et cet élargissement des activités européennes se ferait, au travers pour ainsi dire de "l'expérience turque".

Nous avons essayé de faire ressortir l'importance de la Turquie pour l'Europe. Les liens qui se créent entre elle et l'Europe, sont également importants pour la Turquie. Nous pensons qu'à longue échéance, l'intégration de la Turquie à l'Europe constitue une garantie de sa sécurité. Nous ne savons pas quel sera le sort de l'alliance atlantique d'ici dix ans. Mais l'Europe, si elle doit survivre, doit former, du point de vue de sa défense, un bloc homogène, et la Turquie constitue un bastion naturel de l'Europe. La sécurité de la Méditerranée est assurée par l'Asie Mineure. Or, peut-on imaginer une Europe confiante en sa sécurité, qui ne pourrait pas compter sur une Méditerranée libre de menace?

* * *

Mais pour tenir son rang au sein de la Communauté Européenne, ou même, je dirais, pour prendre la place très importante que sa "personnalité internationale" exceptionnelle devrait lui assurer à l'intérieur de cette communauté, la Turquie doit pouvoir compter sur l'appui de l'immense groupe des nations non alignées. Elle devrait pouvoir s'assurer, auprès des nations asiatiques et africaines, le prestige que lui revient en vertu de son passé de nation pionnière. C'est dans la mesure où elle jouirait de la confiance et de l'amitié des pays asiatiques et africains, que la Turquie pourrait faire sentir son influence dans les affaires européennes. La Turquie, l'Europe et les nations non alignées elles-mêmes, gagneraient.

Quel est le principe de la politique turque à l'égard du groupe des nations afro-asiatiques? Plus précisément, quelles sont les réalités historiques, sociales et politiques sur lesquelles reposeraient les relations nouvelles qui se créent entre la Turquie et ces pays? Nous y avons fait allusion plus haut. Nous essaierons d'approfondir les raisons qui militent en faveur de l'établissement d'étroites relations entre la Turquie et le Tiers-Monde.

Et tout d'abord, considérons les relations de la Turquie avec les pays du Moyen Orient, et particulièrement avec le bloc

des pays arabes. La Turquie a vécu avec tous ces pays à l'intérieur des frontières de l'Empire Ottoman pendant des siècles. Il est possible que la domination ottomane ait laissé, ici ou là, des traces d'amertume. Mais ce que tous ces siècles de vie en commun ont déposé dans la mémoire collective de ces nations est bien plus important, et constitue des liens très forts, très réels, et qui sont suffisamment solides pour former la base et le fondement d'une politique d'amitié. Toutes les nations du Moyen Orient sont musulmanes, et la Turquie a partagé avec elles pendant neuf siècles la même civilisation. Plus est, sa propre contribution à la civilisation musulmane est éclatante. Elle possède l'architecture musulmane la plus variée et la plus audacieuse, les plus belles calligraphies d'écriture arabe du monde musulman. Après la première guerre mondiale et bien avant les autres pays du Moyen Orient, le génie d'Atatürk la guidant, elle s'est lancée dans des réformes radicales que devait la soumettre à l'épreuve de feu de la civilisation moderne. Est-il concevable que les pays musulmans du Moyen Orient, ne soient pas intéressés par les efforts d'une Turquie musulmane, qui essaie d'adopter sa vieille culture, qui leur est dans une large mesure commune, aux exigences du monde moderne. Il y a, entre les pays du Moyen Orient et la Turquie, un très long passé commun, et dans le présent, une solidarité de pensée dont la prise de conscience pourrait se traduire par une communauté d'efforts. Il est à remarquer qu'aucun conflit sérieux n'oppose la Turquie à ces pays, si l'on fait exception des revendications territoriales de la Syrie concernant le Hatay.

Pour ce qui est des relations de la Turquie avec les autres pays asiatiques et africains, la mémoire d'Atatürk, les souvenirs de sa vie légendaire et le prestige attaché à sa grande oeuvre, suffisent à créer, entre ces nations et la Turquie, des liens d'amitié et de respect mutuel.

Mais la réussite de cette politique asiatique et africaine de la Turquie est soumise à la stricte observation d'une condition déterminante; et nous ne saurions suffisamment faire ressortir qu'il s'agit là d'une condition sine qua non, qui ne souffrirait aucune dérogation: la Turquie ne peut pas et ne doit pas s'immiscer dans les querelles politiques qui éclatent entre ces pays à l'intérieur de leur groupe. Elle ne doit pas prendre parti dans ces querelles. Elle doit éviter avec le plus grand soin tout ratta-

chement aux groupements qui se forment parmi ces nations. Elle doit pouvoir entretenir, avec chacun de ces pays, des relations pour ainsi dire équivalentes. Je ne veux pas dire que ces relations seraient identiques pour chaque pays. La Turquie serait naturellement amenée, suivant ses intérêts, à entretenir des relations plus ou moins étroites avec chaque pays respectif. Mais il est hautement souhaitable qu'aucun parti pris politique ne se fasse sentir au travers des relations qui s'établissent.

C'est donc une politique d'amitié fondée sur la non-intervention et la non-ingérence dans les conflits internes du groupe, que doit suivre la Turquie à l'égard des nations asiatiques et africaines. Le principe de non-intervention doit être strictement observé, pour la raison très importante, que l'appartenance de la Turquie à l'Europe et au système défensif occidental, inquiète les nations non-alignées. L'appartenance de la Turquie à l'Europe la rend quelque peu suspecte aux yeux des nations asiatiques et africaines. La Turquie pourrait facilement être accusée de faire le jeu de l'Occident. Elle ne devrait pas donner prise à cette accusation. Ses intérêts nationaux ne demandent pas qu'elle se fasse l'instrument d'une politique étrangère. A longue échéance, il est de l'intérêt de l'Occident que la Turquie, amie de l'Occident, acquière, dans le monde des nations non alignées, le prestige qui lui revient comme à la première nation ayant affirmé son indépendance nationale devant la menace d'une domination économique et politique, et s'étant engagé résolument dans la voie des réformes.

En fait, la politique asio-africaine de la Turquie est essentiellement une *politique de présence*; elle repose sur le développement des relations culturelles et des activités d'information. Dans les pays musulmans du Moyen Orient, cette politique culturelle trouve un champ d'action illimité: un des objectifs qu'elle se propose est de provoquer une "prise de conscience" de cet "héritage culturel commun", et il y a tant à faire pour l'approfondissement de cette vieille culture. D'autre part, l'adoption de cette ancienne culture aux besoins et aux réalités du monde moderne pose aux pays musulmans du Proche et Moyen Orient une infinité de problèmes dont beaucoup sont communs, et il y a ici encore une très vaste matière à collaboration. Dans les échanges qui s'établissent, la Turquie a beaucoup à donner, et également peut recevoir beaucoup. Les pays Arabes acquièrent, eux aussi,

une expérience que la Turquie serait heureuse de partager. Cette "politique de présence" constituerait une base très solide à des relations politiques d'amitié, maintenues et confirmées par une attitude de non ingérence absolue dans les disputes politiques.

La Turquie pourra-t-elle maintenir au beau fixe ce climat de bonne volonté qui est en train de se créer. Des attaques injustes, des invectives lancées à tort et à travers, peuvent entraver nos efforts. Je dirai que cela ne devrait pas avoir une grande influence sur la conduite de cette politique à longue échéance et que la Turquie, état ancien et pays stable, pourrait, dans le Moyen Orient, se conduire en grande puissance et ignorer, -sans que son prestige en soit atteint, tout au contraire-, toute cette agitation qui, en fin de compte, s'effacera des mémoires comme n'étant que beaucoup de bruit pour rien.

* * *

Une autre donnée dont doit tenir compte la Turquie dans l'élaboration de sa politique extérieure, c'est l'existence d'un grand nombre de voisins limitrophes, avec lesquels il ne lui a pas toujours été facile de s'entendre. Entre la plupart de ces pays et la Turquie existent -comme c'est presque toujours le cas entre voisins- des frictions déclarées ou des conflits latents, La Turquie doit néanmoins entretenir avec ces pays, des relations sinon toujours étroites, du moins normales et "correctes", et se livrer patiemment à la tâche de dissiper les malentendus, d'atténuer les divergences, de résoudre par un travail à longue échéance les différends.

Devant concentrer toutes ses forces à son relèvement économique, la Turquie ne peut pas disperser ses efforts en récriminations et litiges, elle a besoin de paix et de sécurité afin de mener à bien la lutte ardue qui la conduira à l'indépendance économique. Ses voisins se trouvent dans des situations similaires. Il existe également entre les pays balcaniques et la Turquie, certaines affinités qui ont leurs racines dans un long passé commun, et qui forment des liens dont la politique étrangère devrait tenir compte. Il est d'autant plus important pour elle d'entretenir de bons rapports avec ses voisins que, dans les conditions actuelles, les échanges économiques avec la plupart de ces pays en raison de leur caractère complémentaire, acquièrent de plus en plus d'importance. D'autre part, un pays qui, comme la Turquie,

devra de plus en plus s'appuyer sur le tourisme pour redresser sa balance des comptes, doit nécessairement collaborer avec ses voisins qui tiennent les routes du tourisme convergent vers la Turquie. Ses voisins eux-mêmes, ont un intérêt majeur à faire cause commune avec la Turquie dans l'importante entreprise du développement du tourisme dans cette partie du monde. Car le pointiel touristique de la Turquie excède de beaucoup celui de tous ces pays réunis.

Telles sont les considérations principales qui amènent la Turquie à établir, avec ses voisins, ce qu'on pourrait appeler des "*relations de bon voisinage*". Je crois que l'on pourrait affirmer que cette "politique de bon voisinage" a son origine et trouve sa signification profonde dans la pensée si souvent citée, pas toujours à notre avis bien comprise, d'Atatürk: "paix dans le pays, paix dans le monde". Cette formule saisissante, qui est devenue un principe directeur de la politique étrangère turque, renferme dans sa concision toutes les raisons déterminantes qui conduisent les Turcs à vaincre en eux-mêmes toutes velléités d'irréductibilité, à accepter une fois pour toutes le statu quo territorial établi en Méditerranée orientale et dans le Proche Orient, et à essayer de former tout au long de leurs frontières, une chaîne de pays entretenant des rapports de bon voisinage et d'amitié avec eux. Cette politique de réconciliation, inaugurée par Atatürk il y a quelques quarante années, doit être continuée: car elle est conformée non seulement aux intérêts de la Turquie, mais dans une mesure égale à ceux de ses voisins, et c'est une politique qui sert la cause de la paix mondiale.

La Turquie estime que la nécessité pour elle d'adhérer à une alliance défensive, nécessité impérieuse découlant de sa position géographique exceptionnellement difficile et délicate, ne pose pas de contradiction au développement de cette politique de bon voisinage avec les pays d'Europe Orientale. Elle est convaincue que ces pays peuvent comprendre cette nécessité, comme elle est sûre que les raisons qui la conduisent à poursuivre cette politique de bon voisinage sont bien comprises par ses alliés.

* * *

Une autre question, un autre problème qui se pose à la Turquie, comme à tout pays en voie de développement qui dépend de l'aide étrangère pour se construire une économie

moderne et pouvoir subsister entretemps, c'est celui de maintenir coûte que coûte l'indépendance nationale, c'est-à-dire une volonté libre de pressions extérieures dans la conduite des affaires nationales. C'est un problème d'actualité, qui préoccupe de plus en plus les élites turques. Dépendant étroitement de l'aide américaine, des crédits du "Consortium d'Aide à la Turquie", formé par les principaux pays de l'Europe occidentale, pour la réalisation de ses projets économiques, la Turquie peut-elle avoir une volonté propre, peut-elle donner à sa politique extérieure toutes les impulsions qu'elle jugerait conformes aux intérêts nationaux. Je suis d'avis que la chose n'est pas impossible, et que, dans les circonstances présentes du monde, la dépendance économique n'est que relative, et qu'elle n'entraîne pas nécessairement la servitude politique. Nous vivons d'ailleurs dans un monde où règne l'interdépendance, et des pays comme l'Angleterre ou la France, dépendent, elles aussi, en bien de choses, des Etats Unis, comme les Etats Unis sont dépendants enfin d'analyse du bon vouloir de la France et de l'Angleterre dans la conduite de leurs affaires.

Nous pensons que, ce qui est important et ce qui est pour une nation, la condition réelle de l'indépendance, c'est la conscience ses aspirations profondes et conséquemment la pleine compréhension de ses intérêts vitaux. Pour la Turquie, il s'agit avant tout d'une prise de conscience de la situation qu'elle occupe dans le monde où nous vivons, du rôle qu'elle doit et peut jouer dans ce monde. Il faut avant tout qu'elle se connaisse et qu'elle se comprenne, dans la grande complexité des forces historiques et sociales qui l'ont formée et qui ont fait une nation "entre deux mondes".

Lorsqu'elle se sera parfaitement comprise, lorsqu'elle aura ainsi "sauvé son âme" en prenant conscience d'elle-même, elle pourra asseoir, mieux encore qu'elle ne l'a fait jusqu'ici, sa politique extérieure sur ses propres réalités et les réalités du monde moderne, et nul ne pourra dire qu'une telle politique, qui exprimerait ses aspirations profondes, ne serait pas une politique indépendante .

* * *

Nous avons essayé de dégager dans ce court essai, les données fondamentales que doit prendre en considération la politique

étrangère turque, dans la définition de ses moyens et de ses buts. Nous pensons qu'une formulation de la politique étrangère de la Turquie, qui négligerait de prendre en considération l'une après l'autre toutes ces données, ne serait pas valable; qu'une politique étrangère, qui ne serait pas fondée sur une analyse de ces faits, serait dangereusement inadéquate aux problèmes et aux dangers du "monde dur" où nous vivons. Ces données sont: le fait géopolitique qui contraint la Turquie à une politique d'alliance militaire; le rattachement politique de la Turquie à l'Europe, et ses attaches naturelles avec le monde des nations non-engagées, qui détermine et justifie une politique asio-africaine à l'échelle mondiale; la nécessité de maintenir le statu quo dans la région du monde qu'elle occupe, qui détermine les grandes lignes de sa "politique de bon voisinage"; enfin, le désir de la nation, de pouvoir poursuivre une politique réellement indépendante. Si nous avons essayé de tracer une esquisse de philosophie politique à partir de ces données, nous l'avons conçue comme une sorte de raisonnement, car nous pensons que la politique étrangère turque est soumise à la logique des réalités et peut se concevoir dans un enchaînement logique qui tiendrait compte à la fois des réalités nationales de la Turquie et les réalités du monde contemporain. Nous avons particulièrement voulu insister sur une articulation importante de ce raisonnement, à savoir le fait, que la réussite de la politique européenne de la Turquie est lié au succès de sa politique asiatique et africaine.

Les grandes lignes de cette esquisse sont celles de la politique étrangère adoptée aujourd'hui par la Turquie. Mais nous voudrions que la Turquie toute entière, approfondissant davantage les raisons de cette politique, peut et doit atteindre à longue échéance; afin qu'elle devienne nationale et comprise par chacun dans les multiples modalités de son application journalière. Politique nationale, parce qu'elle tiendrait compte des intérêts permanents de la Turquie. Politique qui contribuerait par ailleurs, au développement harmonieux des relations internationales et au maintien de la paix dans le monde. Mais un tel approfondissement devrait avoir sa source dans une compréhension plus avancée de l'identité propre et de la personnalité nationale de la Turquie dans le monde où nous vivons.

Au terme de cette courte étude, je vois se dessiner, dans l'esprit des lecteurs, un grand point d'interrogation. Une telle

politique est-elle possible; une politique qui concilierait l'appartenance à l'Europe et l'alliance défensive occidentale, et toutes les obligations quelle entraîne à l'égard des pays alliés ou associés, avec une association morale avec le monde non engagé; qui, de plus, accorderait également l'alliance militaire de l'Otan avec des relations de bon voisinage avec la Russie Soviétique et les membres balcaniques du Pacte de Varsovie, serait-elle réalisable? N'est-ce pas là un travail d'Hercule, que la diplomatie turque ne pourrait, à long terme, mener à bien, ou plutôt ce travail patient qui est exigé de la diplomatie turque, ne serait-il pas comme une tapisserie de Pénélope, qu'il ne serait jamais possible d'achever?

Certes, cette situation particulière de la Turquie "entre deux mondes" l'expose à de grands dangers et la contraint à une diplomatie très active; et l'on pourrait dire sans exagération que la Turquie ne peut vivre et survivre que par sa diplomatie. Mais cette position dangereuse devient pour elle une source d'influence et de prestige dans le domaine international dans la mesure où sa diplomatie reste à la hauteur de sa tâche. Il serait effectivement difficile de concilier les exigences du rattachement à l'Otan avec celles d'une politique asiatique et africaine, si nous ne possédions pas une politique à longue portée basée sur une conception générale des rapports présents et futurs des peuples européens et Afro-asiatiques. Mais une conduite qui serait fondée sur une philosophie saine de l'histoire contemporaine, sur une prévision juste du développement des relations internationales dans les décades à venir, recerait l'approbation générale des uns et des autres. Des froissements se produiraient de temps en temps, qui seraient vite oubliés. Mais les nations occidentales comprendraient que, se basant sur des convictions et des principes bien définis, la Turquie assiste ou soutienne les nations asiatiques et africaines dans certaines de leurs revendications; ces dernières ne pourraient pas objecter à la solidarité témoignée par la Turquie à l'égard de ses alliés européens, pourvu encore qu'elle se manifeste dans les cas reconnus comme justes par l'opinion mondiale. Mais il est pourtant très vrai que la diplomatie turque a une tâche difficile, et qu'elle doit faire face continuellement à de multiples problèmes d'ajustement et de compromis, qui requièrent d'elle une vigilance sans défaut.